



## Appel du 13<sup>ème</sup> congrès

# de la Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale

Les congressistes réunis du 28 mars au 1er avril à Saint-Malo tiennent à affirmer leur totale solidarité avec le peuple ukrainien massacré par Poutine, et avec les peuples du monde entier, irakiens, syriens, lybiens, yéménites, palestiniens, et tant d'autres, qui subissent ou ont subi les horreurs et le carnage des guerres sous l'égide des grandes puissances. Le congrès affirme sa solidarité avec le peuple russe, qui manifeste courageusement contre la guerre malgré la répression féroce de Poutine. Le peuple russe ne veut pas la guerre. Sortons de l'OTAN qui, accompagné de Macron, pousse à la guerre et à l'escalade militaire.

Le droit à la paix et à la fraternité concerne tous les peuples. Nous exigeons que tous les réfugiés soient accueillis dignement, quelles que soient leurs origines.

La situation de guerre qu'imposent les gouvernements pour le seul intérêt des capitalistes, ne nous fera pas lâcher nos revendications.

A l'heure où les prix flambent, où le gouvernement annonce la retraite à 65 ans, nous refusons toute union nationale avec le gouvernement Macron. Nous savons que les milliards débloqués par le gouvernement français pour la guerre profitent d'abord aux marchands d'armes, mais certainement pas aux travailleurs.euse.s. Ce sont de nouvelles coupes budgétaires que vont connaître les hôpitaux, les budgets sociaux et les services publics.

Il faut des milliards pour la Santé, et pas pour la guerre !

Déjà, le Ministre Véran a, pendant la pandémie de covid, fermé 5800 lits supplémentaires, s'ajoutant aux 100.000 lits fermés par Bachelot, Touraine et Buzyn.

Pire : le Ministre a suspendu, sans rémunération, le 15 septembre, 19000 travailleurs.euse.s de la santé et du médico-social. Une partie de ceux-là même qui avait été applaudie par la population comme indispensable, a été mis par le gouvernement au ban de la société.

Nos camarades d'outre-mer, qui luttent, sont victimes d'une répression féroce de l'Etat français. Aujourd'hui nous réaffirmons tout notre soutien : Abandon des poursuites et levée des condamnations.

Si notre système de santé ne s'est pas trouvé en état d'accueillir et de soigner tous les patients, si nous avons manqué de lits, de matériels, de personnels formés, si des soins ont été reportés et annulés, le gouvernement est le seul responsable.

Le congrès de Saint-Malo affirme que, dans ces conditions très difficiles, les travailleurs.euse.s de la santé et de l'action sociale ont fait tout leur possible et même plus pour soigner, prendre en charge, accompagner, alors même que le Ministère et les employeurs les maltraitent.

Nous n'avons pas cessé de nous mobiliser, pour défendre nos conditions de travail, nos salaires, arrêter les fermetures d'établissements et les fusions des petits établissements de l'action sociale. Des succès ont été arrachés. Avec la CGT, les salariés de tous les secteurs professionnels ont mis en échec la première tentative du gouvernement pour casser le système actuel des retraites, montrant ainsi l'efficacité du tous ensemble. Mais profitant de la guerre, le candidat-Président annonce son projet de porter la retraite à 65 ans, de mettre fin aux régimes spéciaux et à la reconnaissance de la pénibilité au travail.

Aujourd'hui, toutes les garanties collectives sont menacées par le gouvernement et le patronat : les conventions collectives et leurs conquises, tout comme le statut de la fonction publique, pour aboutir à l'individualisation du travailleur.euse.

La plus grande de nos conquêtes ouvrières, la Sécurité sociale, est plus que jamais en danger.

Il s'agit du socle fondamental de la solidarité ouvrière et de tout notre système de Santé, que les patrons et le gouvernement veulent mettre à bas, pour le plus grand profit des sociétés d'assurance et des actionnaires.

Le Congrès affirme qu'il est temps de regagner totalement cette conquête de 1945, qui prévoyait la prise en charge à 100%, de la naissance à la mort, par la mise en commun du salaire socialisé géré par les syndicats. Il nous faut reprendre la gestion de la sécurité sociale, avec l'élection régulière des représentants des travailleurs.euse.s.

Le Congrès s'est rassemblé très largement sur un document d'orientation qui définit nos axes de combat et nos revendications.

Les revendications, grandes et petites, portées par la fédération CGT, guideront notre action dans les semaines et les mois à venir, et particulièrement :

- Pour un grand service public de santé et de l'action sociale, avec nationalisation du privé (exemple ORPEA...).
- Défense des régimes de retraites et de la CNRACL. Droit au départ à taux plein et sans décote, à 60 ans, et 55 ans pour la catégorie active.
- Arrêt de l'obligation vaccinale, réintégration de tous les collègues suspendus, et paiement des salaires correspondant à la suspension. Abrogation du pass sanitaire.
- Formation et embauche de 200 000 agents dans les EHPAD, 100 000 pour le sanitaire, et 100 000 dans l'action sociale (dans les EHPAD ratio d'un soignant pour un résident). Augmentation du nombre de places dans les instituts de formation, et dans les facultés de médecine.
- Réouverture de lits, de services, et d'établissements, dans la santé et le médico-social.
- Réouverture des services d'Urgence (déjà 76 ont été fermés).
- Pour une psychiatrie publique de secteur, accessible à tous.
- Une politique d'Etat de la protection de l'enfance, pour une égalité de traitement sur l'ensemble du territoire.
- Défense des conventions collectives et de notre statut. Abrogation des lois travail et de la loi de transformation de la fonction publique.
- Hausse immédiate des salaires, des pensions, et du point indiciaire de 28%.
- Non à l'ubérisation des travailleurs.euses de la santé et l'action sociale.
- Défense et reconquête des droits syndicaux. Non à la criminalisation des syndicalistes.
- Non à l'intrusion de la vie professionnelle dans la vie privée.

A quelques jours des élections présidentielles, le gouvernement annonce le pire et affirme « après nous ce sera encore nous ». La CGT ne saurait être neutre et invite les travailleurs.euses à se saisir du bulletin de vote pour rompre avec 20 ans de régression, pour stopper la casse sociale, les politiques liberticides, et le racisme.

La CGT combat et combattrà toujours les idées d'extrême-droite.

Parce que nous sommes un syndicat de classe et de masse, nous soutenons les luttes et les résistances dans tous les secteurs, et nous devons œuvrer, en toutes circonstances à construire le rapport de force pour gagner les revendications.

Les élections professionnelles dans le public comme dans le privé, sont un moment important du rapport de force, le congrès appelle tous les syndicats et les syndiqués à s'engager dans cette bataille.

Plus que jamais le renforcement et l'implantation de la CGT dans la Santé et l'action sociale sont à l'ordre du jour.

Le congrès donne rendez-vous à tous les travailleur.euse.s de la santé et de l'action sociale pour un 1er mai revendicatif, de lutte, et pour la paix.

Rassemblés dans la lutte, tout est possible.

Saint-Malo, le 1er avril 2022